



Vingt-cinquième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTIONS DE LA CREATION D'UNE COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quelques aspects de la création et du développement
des commissions économiques régionales

Note du Secrétaire général

Table des matières

Paragraphes

I. Introduction	1
II. Faits relatifs à la création des commissions économiques régionales	2 - 15
III. Mandat des commissions régionales	16
IV. Compétence territoriale et composition (pays membres et membres associés) de la CEAEO	17 - 34
V. Relations avec les organisations intergouvernementales autres que les institutions spécialisées	35 - 43
VI. Siège ou centre de travail	44 - 50

ANNEXE : Texte des mandats des commissions économiques régionales

I. Introduction

1. La présente note résume les points essentiels du mandat et de l'organisation des trois commissions économiques régionales qui existent déjà. Il y a des différences très sensibles entre les régions dont ces commissions s'occupent respectivement et, ainsi que le montrent les résumés ci-après, il a fallu aborder différemment le cas de chacune d'elles. On peut supposer que pour donner suite au projet de création de la Commission économique pour l'Afrique il faudra tenir compte des conditions propres à cette région. Néanmoins le Conseil trouvera sans doute commode de disposer d'un exposé clair et pratique résumant l'expérience acquise à l'occasion de la création des Commissions économiques régionales existantes.

II. Faits relatifs à la création des commissions économiques régionales

2. La création de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a été essentiellement dictée par la pressante nécessité d'apporter une aide efficace aux pays dévastés par la guerre. Pendant la première partie de sa première session, l'Assemblée générale a adopté, le 2 février 1946, une résolution concernant la Reconstruction des pays Membres des Nations Unies dévastés par la guerre, dans laquelle elle a reconnu que le problème du relèvement de ces pays était "une question urgente" et grave se posant dans le domaine économique^{1/}. Lors de sa première session, le Conseil économique et social a adopté, le 16 février 1946, une résolution concernant la création d'une Commission des questions économiques et de l'emploi chargée, entre autres, de fournir des avis au Conseil concernant "les problèmes de la reconstruction économique des pays dévastés, ainsi que les autres problèmes urgents d'ordre économique résultant de la guerre"^{2/}. A la session qu'elle a tenue en avril-mai 1946,

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale : première session, première partie, résolution 28 (A/64).

^{2/} Documents officiels du Conseil économique et social : première session, Annexe 5 (E/20).

la Commission des questions économiques et de l'emploi qui était alors composée d'un noyau de neuf membres, a recommandé la création immédiate d'une sous-commission temporaire de la reconstruction économique des régions dévastées^{3/}. A sa deuxième session, le Conseil a adopté, le 21 juin 1946, une résolution dans laquelle il approuvait cette recommandation et créait la Sous-Commission temporaire dont les membres ont ensuite été répartis en deux groupes de travail, l'un pour l'Europe et l'Afrique, et l'autre pour l'Asie et l'Extrême-Orient^{4/}.

3. La Sous-Commission temporaire s'est réunie à Londres de juillet à septembre 1946. Au cours de cette session, on a proposé la création d'une Commission économique pour l'Europe qui aurait pour fonction de faciliter "une action d'ensemble en vue de la reconstruction économique de l'Europe, de provoquer les mesures nécessaires à l'expansion de l'activité économique et au développement et l'unification de l'économie européenne et de participer à l'application de ces mesures" et qui "à ses débuts", s'attacherait "tout d'abord aux problèmes de la reconstruction économique des pays dévastés, Membres de l'Organisation des Nations Unies". Un grand nombre des représentants de la Sous-Commission s'était prononcé en faveur de cette proposition, mais comme les autres délégués n'avaient pas reçu de leur gouvernement d'instructions à ce sujet, la Sous-Commission dans le rapport préliminaire^{5/} qu'elle a adressé au Conseil, lui a renvoyé cette proposition pour qu'il l'examine sans délai. A sa troisième session, le Conseil a décidé, le 3 octobre 1946, que la proposition tendant à la création d'une Commission économique pour l'Europe serait examinée à la prochaine session ordinaire ou extraordinaire du Conseil. Le groupe de travail pour l'Asie et l'Extrême-Orient a commencé ses travaux plus tard à Lake Success, New-York, mais comme il ne les avait pas achevés lorsque la Sous-Commission a présenté son rapport, celui-ci ne contenait aucune proposition concernant l'Asie et l'Extrême-Orient.

3/ Op. cit., deuxième session, Annexe 5 (E/40).

4/ Op. cit., deuxième session, résolution 6 (E/66/Rev.2).

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale : première session (A/147).

4. Pendant la deuxième partie de sa première session, l'Assemblée générale a approuvé les décisions prises par le Conseil à cet égard et, le 11 décembre 1946, elle a adopté la résolution 46 (I) dans laquelle elle recommandait "que, pour apporter une aide efficace aux pays dévastés par la guerre, le Conseil économique et social, à sa prochaine session, procède sans délai à un examen favorable de la question de la création d'une Commission économique pour l'Europe et d'une Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient". Donnant suite à cette résolution, la Commission des questions économiques et de l'emploi a examiné, lors de sa première session (20 janvier - 5 février 1947) la question de la création de la CEE et de la CEAO et elle a proposé certains "principes" pour aider le Conseil à formuler le mandat de la CEE^{6/}. Les travaux du groupe de travail pour l'Asie et l'Extrême-Orient de la Sous-Commission temporaire de la reconstruction économique des pays dévastés par la guerre ont pris fin en février 1947. Dans son rapport, ce groupe de travail appuyait sans réserve la proposition de l'Assemblée générale pour la création d'une Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et présentait quelques suggestions concrètes concernant les principes directeurs à suivre pour définir les fonctions, etc., de la Commission dont la création était envisagée^{7/}.

5. A sa quatrième session (février - mars 1947), le Conseil économique et social a pris la décision de créer la CEE et la CEAO. Les étapes de la création de la CEE, lors de la quatrième session du Conseil, peuvent être résumées ainsi :

- a) Le Conseil a examiné, en séance plénière, au cours d'une discussion générale, la question de la création d'une Commission économique pour l'Europe.
- b) Le Conseil a voté la création de la CEE à sa cinquante-cinquième séance, le 3 mars 1947.
- c) Le même jour (3 mars 1947), le Conseil a chargé un Comité de rédiger pendant la session le mandat de la CEE. Ce Comité était composé des représentants du Chili, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Liban, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie et de l'URSS.

^{6/} Documents officiels du Conseil économique et social : quatrième session, Supplément 4.

^{7/} Op. cit., quatrième session, Supplément 10.

- d) Le Comité a achevé la rédaction du projet de mandat le 20 mars 1947^{8/}.
- e) Le Conseil a examiné le projet de mandat les 27 et 28 mars 1947 et adopté la résolution 36 (IV) du 28 mars 1947 par laquelle il créait la CEE.

6. Les étapes de la création de la CEAEO, à la même session du Conseil (quatrième session) peuvent se résumer ainsi :

- a) Le Conseil a examiné, au cours d'une discussion générale, s'il convenait ou non de créer une commission économique et, dans l'affirmative, s'il fallait la créer pendant la session en cours.
- b) Le Conseil a voté la création de la CEAEO à sa soixante-treizième séance, le 18 mars 1947.
- c) Le même jour (18 mars 1947), il a chargé un Comité d'étudier les questions relatives à la création de la CEAEO. Le Comité était composé des représentants du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'URSS et du Venezuela.
- d) Le Comité a achevé ses travaux et présenté un projet de mandat le 22 mars 1947^{9/}.
- e) Le Conseil a examiné le projet de mandat le 28 mars 1947 et il a adopté, le même jour, la résolution 37 (IV), par laquelle il créait la CEAEO.

7. Dans sa résolution 36 (IV), créant la CEE, le Conseil priait le Secrétaire général de convoquer la première session de la Commission "aussitôt que possible". En mai 1949, un mois environ après sa création par le Conseil, la Commission a tenu sa première session à Genève du 2 au 14 mai 1947. La deuxième session de la CEE, au cours de laquelle cette Commission a définitivement mis au point son organisation, a eu lieu pendant la première quinzaine de juillet 1947.

8. Dans sa résolution 37 (IV), créant la CEAEO, le Conseil priait le Secrétaire général de convoquer la première session de la CEAEO "aussitôt que possible" à Shanghai et il chargeait la CEAEO de nommer un comité composé de pays membres de la Commission qui se réunirait au Siège provisoire des Nations Unies pour examiner les questions relatives à l'étendue du domaine géographique de la Commission et à sa composition (y compris les dispositions à prendre pour associer aux travaux

^{8/} Op. cit., quatrième session, Annexe 34.

^{9/} Op. cit., quatrième session, Annexe 19.

de la Commission tout territoire ou groupe de territoires de cette région que les gouvernements membres qui ont la responsabilité des relations internationales de ce territoire ou de ce groupe de territoires pourront proposer de temps à autre) ainsi que "toutes autres modifications ou adjonctions à son mandat qu'elle pourra juger utiles ou opportunes". Si le Conseil a décidé de renvoyer ces questions à la Commission siégeant en comité, c'est en partie parce qu'il voulait connaître l'avis des membres de la Commission avant de prendre une décision définitive.

9. La CEAEO a tenu sa première session à Changhaï du 16 au 25 juin 1947 et elle s'est réunie en comité à Lake Success du 10 au 17 juillet 1947. La Commission siégeant en comité a présenté au Conseil des recommandations concernant le mandat de la CEAEO, et elle a proposé notamment certains paragraphes relatifs aux membres associés^{10/}. Le Conseil a examiné le rapport de la Commission siégeant en comité à sa cinquième session et il a approuvé les recommandations contenues dans ce rapport^{11/}. La deuxième session de la CEAEO s'est tenue du 24 novembre au 6 décembre 1947 à Baguio, aux Philippines.

10. La création d'une commission économique pour l'Amérique latine a été proposée à la cinquième session du Conseil qui, par sa résolution 70 (V) du 11 août 1947, a nommé, pour étudier la question, une Commission spéciale composée des représentants du Chili, de la Chine, de Cuba, des Etats-Unis, de la France, du Liban, du Pérou, du Royaume-Uni et du Venezuela. Cette Commission spéciale avait pour mandat d'examiner les facteurs relatifs à la création d'une commission économique pour l'Amérique latine. Dans sa résolution 120 (II), l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction de la décision du Conseil. La Commission spéciale s'est réunie en octobre 1947. Son rapport^{12/}, qui contenait, notamment, le mandat de la CEPAL, a été achevé le 29 janvier 1948.

11. A sa sixième session, le Conseil a approuvé, à l'unanimité, la création de la nouvelle commission économique régionale et il a adopté la résolution 106 (VI) du 25 février 1948 dans laquelle il en énonçait le mandat.

^{10/} Op. cit., cinquième session, Supplément 6 (E/491).

^{11/} Op. cit., résolution 69 (V).

^{12/} Op. cit., sixième session, Supplément 7.

12. Dans la résolution 106 (VI) le Conseil précisait que "la première session de la Commission se tiendrait ... dans le premier semestre de l'année 1948". La première session de la CEPAL s'est tenue à Santiago, du 7 au 28 juin 1948. La deuxième session a eu lieu pendant la première quinzaine de juin 1949 à La Havane.

13. La création d'une commission économique pour le Moyen-Orient a été envisagée, pour la première fois, à la dix-huitième séance du Conseil, le 27 mars 1947, pendant la discussion relative à la création de la CEE. A sa deuxième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 120 (II) dans laquelle elle invitait "le Conseil économique et social à étudier les facteurs relatifs à la création d'une commission pour le Moyen-Orient". A sa sixième session, le Conseil a adopté, le 7 mars 1948, la résolution 107 (VI) créant une commission spéciale, composée des représentants de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Liban, de la Turquie, de l'URSS, du Royaume-Uni et du Venezuela, pour étudier la question. La Commission spéciale s'est réunie au siège provisoire des Nations Unies, du 15 avril au 1er juin 1948. Son rapport^{13/}, qui contenait un projet de mandat pour une commission régionale pour le Moyen-Orient n'a fait l'objet d'aucune décision de la part du Conseil.

14. En créant la CEE et la CEAEO le Conseil n'avait rien fait pour l'Ethiopie et les régions d'Afrique du Nord dévastées par la guerre. Le 11 mars 1947, un membre du Conseil a présenté une résolution recommandant "de créer une commission économique spéciale pour l'Afrique du Nord et l'Ethiopie, composée des représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la France, de l'Ethiopie et de l'Inde"^{14/}.

15. La proposition contenue dans ce projet de résolution n'a pas été approuvée par le Conseil. Après la quatrième session, la question de la création d'une commission économique pour l'Afrique a été soulevée de temps à autre, au cours des sessions du Conseil. En 1951, le groupe d'experts nommé par le Secrétaire général, à la demande du Conseil, pour étudier les mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés, a recommandé dans son rapport (1951) de créer une Commission économique pour l'Afrique et de lui fournir un secrétariat international^{15/}.

^{13/} Op. cit., neuvième session, Supplément 4 (E/1360).

^{14/} Op. cit., quatrième session, Annexe 21 (E/322).

^{15/} Mesures économiques à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés (Publication des Nations Unies, No de vente 1951. II. B.2) E/1986. /...

III. Mandat des commissions régionales

16. Les mandats des trois commissions économiques existantes sont présentés dans l'Annexe sous une forme synoptique. On trouvera dans les chapitres suivants des renseignements plus détaillés sur l'adoption de certaines mesures et sur leur application, notamment pour ce qui est de la CEAEO.

IV. Compétence territoriale et composition (pays membres et membres associés) de la CEAEO

17. C'est à sa quatrième session, au début de 1947, que le Conseil économique et social a examiné pour la première fois la compétence territoriale et la composition de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi que la participation de territoires non autonomes aux travaux de cette Commission. Le Comité chargé d'étudier la création de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, organe spécial créé par le Conseil à la même session, a étudié ces questions et présenté des propositions concrètes qui peuvent se résumer comme suit^{16/} :

- a) Compétence territoriale : le Comité a recommandé que les territoires d'Asie et d'Extrême-Orient "comprennent, au début, le Bornéo du Nord, britannique, le Brunéi et le Sarawak, la Birmanie, Ceylan, la Chine, l'Inde, la Fédération indochinoise, Hong-kong, l'Union malaise et Singapour, les Indes néerlandaises, la République des Philippines et le Siam". Il a suggéré que l'étude de cette question soit reprise par la CEAEO après sa création.
- b) Composition : le Comité a recommandé que "la Commission [soit] composée, en premier lieu, des pays suivants : l'Australie, la Chine, la France, l'Inde, les Pays-Bas, la République des Philippines, le Siam, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique". Sur ces dix pays membres originaires, quatre faisaient partie de la région de la CEAEO.

^{16/} Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social : quatrième session, Annexe 19 (E/366).

- c) Territoires non autonomes et autres territoires : le Comité a étudié la question de la participation aux travaux de la Commission des territoires suivants qui n'étaient pas Membres des Nations Unies : i) Bornéo du Nord, britannique; Brunéi et Sarawak, Union malaise et Singapour; ii) Birmanie; iii) Ceylan; iv) Fédération indochinoise; v) Hong-kong; et vi) Indes néerlandaises. Le Comité n'a pas formulé de conclusions précises sur cette question, mais a suggéré que le Conseil, après avoir créé la CEAEQ, charge cette Commission d'examiner lors de sa première session des recommandations concernant (notamment) "les dispositions à prendre en vue de la participation aux délibérations de la Commission des territoires non membres situés dans la région envisagée que le Conseil pourra être amené à y appeler, de temps à autre, et les conditions auxquelles ils pourront participer aux travaux de cette Commission".

18. Après avoir examiné les recommandations du Comité chargé d'étudier la création de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient à sa quatre-vingt-unième séance, le 28 mars 1947, le Conseil, dans sa résolution 37 (IV) a pris les décisions suivantes :

- a) Compétence territoriale : les recommandations du Comité (voir a ci-dessus) ont été adoptées par le Conseil.
- b) Composition : le Conseil a fait sienne les recommandations du Comité (voir b ci-dessus), mais a ajouté la clause suivante au paragraphe du mandat de la CEAEQ relatif à la composition de cette Commission : "étant entendu que tout Etat situé dans cette zone qui deviendrait par la suite Membre des Nations Unies deviendrait de ce fait, membre de la Commission".
- c) Territoires non autonomes et autres territoires : comme le Comité l'avait proposé (voir c ci-dessus), le Conseil a décidé de renvoyer cette question à la Commission. Il a modifié la rédaction de l'alinéa relatif à cette question afin qu'il soit ainsi conçu : "les dispositions à prendre pour associer aux travaux de la Commission tout territoire ou groupe de territoires de cette région que le gouvernement membre qui a la responsabilité des relations internationales de ce territoire ou de ce groupe de territoires pourra proposer de temps à autre". Le Conseil a en outre

proposé que la Commission, en exécutant son mandat à l'égard de ces questions, nomme un comité composé des pays membres de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient qui se réunirait au Siège provisoire des Nations Unies (Lake Success) pour examiner les questions soulevées à cet alinéa et aux alinéas a) et b) ci-dessus, ainsi que toutes autres modifications ou adjonctions au mandat de la CEAEO que la Commission pourrait juger utiles ou opportunes.

19. A sa première session, qui s'est tenue à Changhaï en juin 1947, la Commission ne s'est pas occupée de ces questions, qui ont été examinées à Lake Success, du 10 au 17 juillet 1947, par son comité plénier. Les résultats de cet examen peuvent se résumer comme suit^{17/}.

- a) Compétence territoriale : le comité plénier n'a présenté au Conseil aucune recommandation tendant à modifier la compétence territoriale telle qu'elle était définie à l'origine.
- b) Composition : sur cette question, le comité plénier n'a pas présenté au Conseil d'autres recommandations que celles qui sont mentionnées à l'alinéa c) ci-après. On peut noter que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a adressé au comité plénier une demande d'admission à la Commission. Cette demande a été renvoyée à la deuxième session de la CEAEO étant donné que "le mandat du comité ne prévoyait pas l'examen de mm cette question".
- c) Territoires non autonomes et autres territoires : les territoires faisant partie de la région de la CEAEO, telle qu'elle est définie au paragraphe du mandat relatif à la compétence territoriale, qui n'étaient pas à cette époque membres de la Commission comprenaient deux territoires autonomes qui n'étaient pas Membres des Nations Unies, à savoir la Birmanie et Ceylan, et un certain nombre de territoires non autonomes. Le comité plénier a examiné si ces territoires pouvaient être admis comme membres de la CEAEO et a décidé de recommander que tout territoire

^{17/} Op. cit., cinquième session, Supplément 6 (E/491).

faisant partie de la région de la CEAE0 sans être Membre des Nations Unies puisse être admis comme membre associé de la Commission en présentant sa demande, soit directement, s'il assumait lui-même la responsabilité de ses relations internationales, soit par l'intermédiaire du membre responsable de ses relations internationales s'il n'était pas autonome. Le Comité plénier a décidé que les membres associés devraient avoir les mêmes droits que les membres dans les organes subsidiaires de la Commission, mais participeraient sans droit de vote à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en commission soit en comité. Les membres du Comité ont tous été d'avis que les membres associés devaient "participer dans toute la mesure du possible aux travaux de la Commission" et jouir de tous les privilèges inhérents à la qualité de membre, à l'exception du droit de participer au vote et d'occuper des fonctions à la Commission. Au cours de la discussion, le Comité a longuement examiné la procédure d'admission à adopter pour les membres associés. "La question essentielle à examiner était le rôle que devaient jouer les Puissances métropolitaines dans l'admission de ces [membres associés]. Certains représentants estimèrent qu'il était très important que l'initiative prise vint du pays ou du territoire demandant à être admis comme membre associé. D'autres représentants, en revanche furent d'avis qu'il était également très important que les demandes d'admission fussent présentées à la Commission par le membre chargé des relations internationales de ce territoire ou de ces territoires pris dans leur totalité ou en partie. Ils affirmèrent qu'il convenait de reconnaître la position de la Puissance métropolitaine en tant qu'intermédiaire comme reposant sur un fait établi de nature constitutionnelle"^{18/}. Le comité plénier a finalement décidé de recommander au Conseil l'adoption du projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social

Décide d'ajouter au texte du mandat de la Commission
l'article 3 bis que voici :

^{18/} Op. cit., cinquième session, Supplément 6 (E/491).

- "3 bis" i) Tous les territoires suivants : Bornéo du Nord, Brunéi et Sarawak, Birmanie, Ceylan, Fédération indochinoise, Hong-kong, Union malaise et Singapour, Indes néerlandaises, ou toute partie ou tout groupe de ces territoires pourront, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ces territoires, être admis par la Commission en qualité de membres associés. Si l'un de ces territoires, parties ou groupes des territoires vient à assumer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre associé de la Commission sur présentation directe de sa propre demande.
- ii) Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en Commission soit en comité.
- iii) Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer, et auront le droit de faire partie du bureau de ces organismes.
- iv) Tous les territoires, parties ou groupes de territoires mentionnés au paragraphe 3 bis i) qui ne sont pas membres ou membres associés de la Commission pourront, avec l'assentiment du membre qui assume la responsabilité de leurs relations internationales, être invités par la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen de toute question qui présente un intérêt particulier pour ces territoires, parties ou groupes de territoires."

20. Le Conseil a examiné le rapport du comité plénier à sa cinquième session. Après discussion^{19/}, le Conseil a adopté le projet de résolution proposé par le comité plénier de la CEAE0 en tant que première partie de sa résolution 69 (V) du 5 août 1947^{20/}. En outre, la résolution 69 (V) contenait également le

^{19/} Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social : 101ème et 106ème séances et E/512.

^{20/} Avec quelques modifications de forme (voir résolution 69 (V)).

texte suivant :

"Le Conseil économique et social

Prenant acte des dispositions de l'article 3 bis 1) du mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et

Reconnaissant la nécessité d'assurer une collaboration complète entre les Gouvernements des territoires intéressés, les Gouvernements assumant la responsabilité des relations internationales des territoires et la Commission

Invite les membres de la Commission intéressée à transmettre à la Commission les demandes prévues à cet alinéa."

Changements apportés à la compétence territoriale de la CEAE0

21. Depuis sa création, la compétence territoriale de la CEAE0 a été étendue pour englober plusieurs autres territoires : a) le Népal, par la résolution 144 (VII) du Conseil, en date du 2 août 1948; b) la Corée, par la résolution 187 (VIII) du Conseil, en date du 10 mars 1949; c) le Japon, par la résolution 419 (XIV) du Conseil, en date du 10 juin 1952; et d) l'Afghanistan, par la résolution 516 B.(XVII) du Conseil, en date du 20 avril 1954. (On peut noter qu'avant que la compétence territoriale de la Commission ait été étendue au Japon, son mandat prévoyait que "la Commission peut consulter le représentant des organismes de contrôle du Japon et, réciproquement, ces derniers peuvent consulter la Commission afin d'échanger des renseignements ou des avis relatifs à l'économie du Japon dans la mesure où ils affectent le reste de l'économie de l'Asie et de l'Extrême-Orient.")

Changements apportés à la composition de la CEAE0

22. De nombreux changements ont été apportés à la composition de la CEAE0 depuis l'adoption de son mandat par le Conseil au début du mois d'août 1947. La Nouvelle-Zélande est venue s'ajouter aux six membres originaires qui ne faisaient pas partie de la région de la CEAE0 (Australie, France, Pays-Bas, URSS, Royaume-Uni et Etats-Unis). La Nouvelle-Zélande a été admise comme membre de la Commission par la résolution 105 (VI) du Conseil en date du 8 mars 1948, conformément à une recommandation faite par la Commission à sa deuxième session, à laquelle un représentant de la Nouvelle-Zélande avait assisté en qualité d'observateur. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a participé à la troisième session de la Commission

/...

en qualité de membre. Après l'admission de la Nouvelle-Zélande, il n'y en a plus eu d'autre de pays n'appartenant pas à la région de la CEAEO, sauf celle de l'Afghanistan^{21/}. Un an plus tard, en avril 1954, la compétence territoriale de la Commission a été étendue à ce pays.

23. Le nombre des pays de la région de la CEAEO qui sont membres de la Commission a considérablement augmenté. A l'origine, ils n'étaient que quatre : la Chine, l'Inde, les Philippines et la Thaïlande (Siam). Après le partage, l'Inde et le Pakistan ont été admis en tant qu'Etats distincts, comme Membres des Nations Unies. Ces deux pays ont été représentés chacun de son côté à la deuxième session de la Commission, qui s'est tenue pendant le second semestre de 1947. Après avoir été admise en qualité de membre associé, la Birmanie est devenue membre de plein droit de la Commission quand elle est devenue Membre des Nations Unies, et elle a participé à ce titre à la troisième session de la Commission qui s'est tenue en 1948. Après avoir été membre associé, l'Indonésie est devenue automatiquement membre de la Commission quand elle a été admise comme Membre des Nations Unies le 28 septembre 1950.

24. Les questions relatives aux membres de la Commission qui ne relèvent pas de sa compétence territoriale ont fait l'objet d'un échange de vues, au cours d'une réunion privée des chefs de délégations, pendant la septième session de la Commission qui s'est tenue à Lahore (Pakistan) en mars 1951. A la suite de cet échange de vues, la Commission a fait figurer la déclaration suivante dans le rapport qu'elle a adressé au Conseil (E/1981) :

"340. L'une des caractéristiques les plus satisfaisantes des travaux de la Commission a été que toutes les décisions et recommandations ont été, dans une large mesure, adoptées d'un commun accord. Les décisions sur toutes les principales questions d'ordre économique ont été prises soit à l'unanimité soit à une majorité écrasante des voix. Une entente générale sur tous les problèmes économiques a caractérisé non seulement les travaux de la Commission elle-même mais aussi ceux de ses comités et des autres organismes subsidiaires fonctionnant sous son égide et dans lesquels les pays membres associés ont le droit de vote; en général, les décisions de ces organismes ont été adoptées par la Commission soit sans modification soit avec des modifications très légères.

21/ Résolution 465 (XV) du Conseil en date du 24 avril 1953.

341. Les pays de la région, qu'il s'agisse des pays membres ou membres associés, ont donc en fait pris leurs propres décisions tout en ayant la satisfaction de bénéficier, pour les formuler, de la présence, de la collaboration et des avis des pays qui en raison de leur situation géographique ne relèvent pas de la compétence de la Commission. Les gouvernements membres estiment cependant qu'il convient maintenant d'admettre de façon plus nette le principe que les pays membres appartenant à la région doivent prendre eux-mêmes leurs propres décisions au sein de la Commission touchant les problèmes économiques qui les concernent et doivent aussi, à cet égard, tenir pleinement compte des points de vue des membres associés de la région, points de vue que l'on cherchera à connaître lorsqu'ils n'auront pas été exposés, en renvoyant une résolution précise à un comité. En vertu de ce principe, les pays membres de la Commission qui ne font pas partie de la région accepteraient, de façon générale, de s'abstenir de voter contre les propositions de caractère économique qui intéressent au premier chef la région et qu'approuve la majorité des pays de la région. La Commission estime qu'il n'est pas nécessaire d'exprimer de façon plus formelle cette conclusion et note avec satisfaction que tous les membres sont d'accord sur le principe qui régit leur collaboration."

25. A sa neuvième session, la Commission a adopté la résolution 8 (IX) dans laquelle, tenant compte de l'entente dont il a été question ci-dessus et de la manière dont elle s'était manifestée jusqu'alors, et "considérant que le moment est venu de réaliser un nouveau progrès dans cette voie en admettant à la qualité de membres de la Commission ceux des membres associés qui assument d'eux-mêmes la responsabilité de leurs relations internationales", elle a recommandé au Conseil "d'admettre comme membres de la Commission ceux des membres associés qui assument eux-mêmes la responsabilité de leurs relations internationales et qui auront présenté à la Commission une demande à cet effet". A sa quinzième session, le Conseil a décidé d'ajourner l'examen de cette question. A sa dixième session, la CEAE0 a adopté la résolution 12 (X) qui demandait instamment au Conseil de prendre une décision qui donnerait effet au voeu de la Commission tel qu'il est énoncé dans sa résolution 8 (IX). A sa dix-septième session, le Conseil a adopté, le 22 avril 1954, la résolution 517 A (XVII) où, après avoir constaté, au deuxième alinéa du préambule, "que l'Assemblée générale a reconnu que le Cambodge, Ceylan, la République de Corée, le Japon, le Laos, le Népal et le Viet-Nam remplissent les conditions requises pour devenir Membres de l'Organisation des Nations Unies", il décidait au paragraphe 1 du dispositif :

"a) De modifier le paragraphe 3 du mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en ajoutant à la liste des membres de la Commission les pays mentionnés au paragraphe précédent du préambule ci-dessus, à condition que dans chaque cas, l'Etat intéressé pose sa candidature et accepte de verser chaque année une contribution équitable dont l'Assemblée générale fixera de temps à autre le montant selon la procédure établie par l'Assemblée générale dans des cas analogues;

b) De modifier le paragraphe 4 du mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en éliminant de ce paragraphe le nom de chacun des pays énumérés ci-dessus au fur et à mesure qu'ils deviendront membres de plein droit de la Commission;"

Le Conseil a également invité le Secrétaire général à "entreprendre les consultations et les démarches voulues pour que les Etats non membres susdits et l'Assemblée générale se mettent d'accord sur les contributions convenables que ces Etats auront à verser au budget de l'Organisation des Nations Unies." Le Cambodge, Ceylan, la République de Corée, le Japon, le Laos, le Népal et l'Etat du Viet-Nam (maintenant la République du Viet-Nam) sont par la suite devenus membres de la Commission conformément à cette résolution.

26. A la douzième session de la CEAEO, la délégation de l'Union soviétique a proposé que la République populaire mongole soit admise comme membre de la Commission. La Commission a chargé le Secrétaire exécutif de transmettre au Conseil économique et social, sans formuler aucune recommandation, la demande d'admission du Gouvernement de la République populaire mongole, ainsi que le compte rendu analytique du débat que la Commission avait consacré à cette question à sa douzième session. Le Conseil n'a donné aucune suite à cette demande. A la treizième session de la Commission, le représentant de l'Union soviétique a fait une proposition analogue. Le Président de la Commission a noté "que cette question était de la compétence du Conseil économique et social plutôt que de celle de la Commission" et la Commission a décidé que la question de la demande d'admission de la République populaire mongole ne serait pas inscrite à l'ordre du jour de la treizième session de la Commission.

27. Le 17 septembre 1957, l'Assemblée générale a admis la Fédération de Malaisie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies et ce pays est devenu de ce fait membre de la CEAEO. A l'heure actuelle, les membres de la Commission qui relèvent de sa compétence territoriale ont atteint le nombre de seize, à savoir

l'Afghanistan, la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, la Chine, la République de Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Laos, la Fédération de Malaisie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande et la République du Viet-Nam.

Membres associés de la Commission

28. Après l'adoption de la résolution 69 (V) par le Conseil, le 5 août 1947, la Commission a commencé de recevoir des demandes d'admission en qualité de membre associé. A sa deuxième session, en novembre et décembre 1947, la Commission a admis comme membres associés les territoires suivants : a), i) la Birmanie, ii) Ceylan iii) Hong-kong et iv) la Malaisie et le Bornéo britannique (demandes présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni); et b), i) le Cambodge et ii) le Laos (demandes présentées par le Gouvernement français). A la troisième session, le secrétaire exécutif a informé la Commission que le Gouvernement du Népal avait exprimé le désir d'envoyer un observateur à la session de la Commission. La Commission a adopté une résolution demandant au Conseil économique et social d'amender le mandat de la Commission de façon à étendre la compétence territoriale de la Commission au Népal. Comme on l'a vu, cette recommandation a été approuvée par le Conseil en août 1948. A la quatrième session de la Commission, le Népal, sur sa propre demande, a été admis en qualité de membre associé. A la suite de discussions qui ont eu lieu aux deuxième, troisième et quatrième sessions, la République d'Indonésie a été admise en qualité de membre associé de la Commission.

29. A la suite de l'examen du rapport de la Commission sur sa troisième session, au cours de laquelle elle avait examiné la question des membres associés, le Conseil, à sa septième session, a adopté le 16 août 1948 la résolution 144 B (VII) dans laquelle il affirmait à nouveau que la CEAEQ "a déjà pouvoir pour statuer sur les demandes d'admission (en qualité de membre associé) des pays situés dans les régions qui sont géographiquement de son ressort".

30. A sa cinquième session, en octobre 1949, la Commission a reçu des demandes d'admission comme membres associés des gouvernements de la République démocratique du Viet-Nam, de l'Etat du Viet-Nam, de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée. La Commission a admis en qualité de membres associés l'Etat du Viet-Nam et la République de Corée. Lorsque la Commission

a ouvert sa septième session, au début de 1951, la Birmanie et l'Indonésie, étant devenues Membres de l'Organisation des Nations Unies, avaient acquis le statut de membres de plein droit et les membres associés de la Commission étaient les suivants : Cambodge, Ceylan, République de Corée, Hong-kong, Laos, Malaisie et Bornéo du Nord britannique, Népal, Etat du Viet-Nam (maintenant République du Viet-Nam).

31. A sa huitième session, la Commission a adopté, le 29 janvier 1952, une résolution recommandant au Conseil d'amender le mandat de la Commission de façon à étendre la compétence territoriale de la Commission au Japon et a décidé "d'admettre le Japon en qualité de membre associé de la Commission si le Conseil acceptait cet amendement". Comme on l'a vu, le Conseil a approuvé cette recommandation le 10 juin 1952^{22/}.

32. Conformément à l'intention du comité plénier, qui s'est réuni en 1947, et à la discussion qui a suivi au Conseil économique et social, la Commission a étendu les droits des membres aux membres associés à l'exception du droit de vote et du droit de faire partie du Bureau lors des sessions de la Commission et de son Comité plénier. Les membres associés ont reçu le droit de vote et celui de remplir des fonctions dans tous les organes subsidiaires de la Commission, y compris les comités ad hoc créés pendant les sessions de la Commission^{23/}. En 1951, à la septième session de la Commission, comme on l'a déjà dit au paragraphe 24, la Commission a formellement reconnu le principe selon lequel "elle doit tenir pleinement compte des points de vue des membres associés de la région, points de vue que l'on cherchera à connaître, lorsqu'ils n'auront pas été exposés, en renvoyant une résolution précise à un comité". On peut aussi noter que dans un document publié le 8 décembre 1950 à l'occasion de la septième session (E/CN.11/275) le Département juridique de l'Organisation des Nations Unies a exprimé l'avis, à propos de la résolution 69 (V) du Conseil économique et social, adoptée le 5 août 1947, et prévoyant la participation des membres associés aux

^{22/} Voir paragraphe 21 ci-dessus.

^{23/} La Commission a essayé d'ajouter davantage aux droits des membres associés, et a adopté à sa dixième session la résolution 13 (X) recommandant d'accorder aux membres associés le droit de remplir des fonctions à la Commission, mais le Conseil n'a pas donné suite à cette recommandation, qui exigeait que le mandat fût modifié.

travaux de la Commission que "cette résolution avait été inspirée surtout par le souci de trouver un moyen pratique de faire participer les territoires en question aux travaux de la Commission et de leur permettre ainsi de discuter des problèmes qui les concernent et d'exposer leur point de vue (E/CN.11/AC.1/SR.6, 18 juillet 1947; E/CN.11/AC.1/7, 17 juillet 1947; E/CN.11/AC.1/9, 16 juillet 1947; E/SR.100 et 101). Il ressortait clairement de ces débats que le système consistant à faire représenter les membres associés par les représentants d'autres membres empêcherait de réaliser les objets principaux de la résolution portant création du statut de membre associé de la CEAEO". Touchant la question du vote double (ou multiple) qui ne pouvait se poser qu'aux sessions des organes subsidiaires de la Commission, le Département juridique "inclinait à déconseiller le système consistant à faire représenter deux membres par un même représentant disposant de deux voix. Toute décision relative à cette question devrait s'inspirer de l'article 51 du règlement intérieur de la CEAEO, qui disposait qu'"à moins que la Commission n'en décide autrement, les sous-commissions et autres organes subsidiaires, ainsi que les comités et sous-comités, adoptent leur propre règlement intérieur". Depuis décembre 1950, il n'y a pas eu de cas de représentant agissant pour deux membres (ou membres associés) à la fois disposant de deux voix.

33. La plupart des membres associés étant devenus membres de plein droit, comme on l'a vu aux paragraphes 23, 25 et 27, la Commission n'a plus compté que deux membres associés - a) Hong-kong et b) le groupe de territoires britanniques comprenant le Bornéo du Nord, le Brunéi, le Sarawak et Singapour. On peut noter que, "la Malaisie et le Bornéo britannique" ont été admis comme un seul membre associé, alors qu'il s'agit d'un groupe de cinq territoires distincts : i) le Bornéo du Nord, ii) Brunéi, iii) la Fédération malaise, iv) le Sarawak et v) Singapour. L'admission d'un groupe de territoires en tant que membre associé unique est conforme au paragraphe 5 du mandat de la CEAEO. Comme on l'a vu, la Fédération de Malaisie est déjà devenue membre de plein droit, si bien que la composition de ce "groupe membre" a été eo ipso modifiée. On le désigne à présent sous le nom de "Singapour et Bornéo britannique".

/...

34. La CEAEO compte à présent vingt-trois membres, et deux membres associés, l'un de ces derniers comprenant quatre territoires distincts. On peut établir comme suit la composition de la Commission, avec dates auxquelles la compétence territoriale de la Commission a été étendue aux divers territoires, leur qualité de membre ou de membre associé et la composition originale de la Commission :

/...

Compétence territoriale, membres et membres associés de la CEAE0

Territoire	Date à laquelle la compétence territoriale de la Commission lui a été étendue	Admission en qualité de membre associé	membre
<u>I. Pays relevant de la compétence territoriale de la CEAE0</u>			
1. Afghanistan	1954	-	1953
2. Birmanie	1947	1947	1948
3. Cambodge	1947	1947	1954
4. Ceylan	1947	1947	1954
5. Chine MM	1947	-	1947
6. Corée	1949	1949 b)	1954 b)
7. Hong-kong	1947	1947	-
8. Inde MM	1947	-	1947
9. Indonésie	1947	1948	1950
10. Japon	1952 a)	1952	1954
11. Laos	1947	1947	1955
12. Népal	1948	1948	1955
13. Pakistan MM	1947	-	1947
14. Philippines MM	1947	-	1947
15. Thaïlande MM	1947	-	1947
16. Viet-Nam	1947	1949 c)	1954 c)
17. Malaisie	1947)		1957
18. Brunéi	1947)		-
19. Bornéo du Nord	1947)	1947	-
20. Sarawak	1947)		-
21. Singapour	1947)		-
<u>II. Pays n'appartenant pas à la région de la CEAE0</u>			
22. Australie MM	-	-	1947
23. Etats-Unis MM	-	-	1947
24. France MM	-	-	1947
25. Nouvelle-Zélande MM	-	-	1948
26. Pays-Bas MM	-	-	1947
27. Royaume Uni MM	-	-	1947
28. URSS MM	-	-	1947

MM Tous les territoires qui relevaient de la compétence territoriale de la Commission en 1947 ont fait partie de la Commission dès sa création. Le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam constituaient la "Fédération indochinoise"; l'Inde et le Pakistan constituaient l'"Inde"; l'Indonésie formait les "Indes néerlandaises"; et la Thaïlande était désignée sous le nom de "Siam".

MM Membres de la Commission dès sa création.

- a) En ce qui concerne le statut du Japon avant 1952, voir ci-dessus paragraphe 21.
- b) République de Corée
- c) République du Viet-Nam.

/...

V. Relations avec les organisations intergouvernementales autres que les institutions spécialisées.

35. Outre la coopération avec les institutions spécialisées, le mandat des trois Commissions régionales prévoit des consultations avec d'autres organisations intergouvernementales. Le paragraphe 12 du mandat de la CEE (ainsi que le paragraphe 10 du mandat de la CEAE0) se lit comme suit :

"La Commission ... pourra inviter les représentants de toute organisation intergouvernementale à participer, à titre consultatif, aux discussions qu'elle consacrera à toute question présentant un intérêt particulier pour ces ... organisations, suivant la pratique du Conseil économique et social".

Le paragraphe 7 a) du mandat de la CEPAL est rédigé en termes analogues^{24/}.

36. A sa deuxième session, la CEAE0 a adopté la résolution E/CN.11/56 relative à la coopération avec l'Economic Organization of the Special Commissioners in South East Asia (Services économiques du Commissaire spécial pour l'Asie du Sud-Est), connue depuis sous le nom de Economic Organization of the Commissioner General for the United Kingdom in South East Asia. (Services économiques du Commissaire général britannique pour l'Asie du Sud-Est). Depuis la création du Comité consultatif pour le développement économique coopératif dans l'Asie du Sud et du Sud-Est (Plan de Colombo), le secrétariat de la CEAE0 a établi des relations avec le Comité consultatif. Depuis 1952, le secrétaire exécutif de l'ECAFE a été invité à assister aux réunions annuelles du Comité consultatif ou à s'y faire représenter par un observateur. Le secrétaire exécutif a assisté aux réunions des Ministres et certains membres du secrétariat de la CEAE0 ont assisté aux réunions des fonctionnaires et les ont aidés dans leurs travaux.

^{24/} Le paragraphe 10 du mandat de la CEE prévoit que "la Commission pourra consulter les représentants des diverses Autorités alliées de contrôle des territoires occupés, ou être consultée par celles-ci, en vue d'échanger des renseignements et des avis sur les questions qui intéressent l'économie de ces territoires considérée dans ses rapports avec le reste de l'économie européenne". A sa cinquième session, le Conseil a ajouté au mandat de la CEAE0 le paragraphe suivant dont les dispositions sont demeurées en vigueur tant qu'il y a eu des Autorités de contrôle au Japon et en Corée : "La Commission pourra consulter les représentants des diverses Autorités de contrôle au Japon et en Corée, ou être consultée par celles-ci, en vue d'échanger des renseignements et des avis sur les questions qui intéressent l'économie du Japon et de la Corée considérée dans ses rapports avec le reste de l'économie de l'Asie et de l'Extrême-Orient".

37. Le mandat de la CEE prévoit également que cet organisme consultera les gouvernements membres du Comité économique extraordinaire pour l'Europe, l'Organisation européenne du charbon et l'Office central des transports intérieurs européens en vue de mettre fin à ces organisations et d'absorber leurs activités. Ces trois organisations ont participé à titre consultatif aux deux premières sessions de la CEE, puis elles ont été dissoutes.

38. Au cours de sa première session, la CEE a posé les principes suivants :
"Seront invités à assister aux sessions de la [Commission] les Etats non membres et les organisations intergouvernementales autres que les institutions spécialisées et les organismes qui remplissent les conditions voulues pour devenir des institutions spécialisées :

i) C'est à la Commission elle-même qu'il appartient de prendre l'initiative et de décider des pays et des organisations qui devront participer à ses travaux à titre consultatif;

ii) La Commission devrait prendre cette décision en tenant compte de son intérêt, c'est-à-dire que l'on devrait inviter les pays ou organisations dont la coopération s'avérerait utile à la Commission dans l'accomplissement de sa tâche, conformément à son mandat. La décision devrait être fondée sur des considérations d'ordre technique."

Ainsi, la Commission a autorisé le Secrétaire exécutif à inviter des organisations intergouvernementales à participer à ses sessions, compte tenu de ces principes^{25/}.

39. Par la suite, un certain nombre d'organisations intergouvernementales dans des domaines spécialisés et techniques ont pris part aux travaux de la CEE pour l'étude de nombreuses questions techniques, notamment celle des transports intérieurs. Au nombre de ces organisations figuraient notamment : La Commission centrale pour la navigation sur le Rhin, l'Office central des transports internationaux par chemin de fer, le Conseil de coopération douanière, la Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer, l'Institut international du froid et l'Institut international pour l'unification du droit privé. Le secrétaire exécutif rend compte régulièrement de la coopération avec ces organismes aux sessions annuelles de la Commission et la Commission consigne les renseignements qu'il fournit dans les rapports qu'elle adresse annuellement au Conseil.

40. A la septième session de la CEE, en mars 1952, le secrétaire exécutif a fait savoir que des relations officieuses avaient été établies au niveau du secrétariat avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales subrégionales, y compris l'OECE et le Conseil de l'Europe. Par la suite, le Secrétaire exécutif a signalé à la Commission que des relations officieuses analogues avaient été établies avec le secrétariat de la Haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Conférence européenne des Ministres des transports. A plusieurs sessions de la Commission, un certain nombre de délégations se sont élevées contre les relations que le secrétariat entretenait avec ces organisations et ont refusé d'approuver le maintien de tout contact avec "ces organisations sous quelque forme que ce soit". Diverses autres délégations ont approuvé ces dispositions qui permettaient au secrétariat de se tenir en rapports avec d'autres organisations européennes compétentes dans le domaine économique. Le secrétaire exécutif a fait observer qu'il ne pouvait exprimer un avis sur la nature d'organisations au sein desquelles sont représentés des gouvernements qui participent aux travaux de la Commission et a soutenu qu'il était indispensable d'un point de vue pratique que la Commission maintienne des relations avec le secrétariat de toutes ces organisations étant donné la nécessité pour la Commission de se tenir au courant de tout ce qui l'intéresse et d'éviter le double emploi^{26/}. A sa onzième session, la Commission a été informée que des relations officieuses avaient également été établies au niveau du secrétariat avec le Conseil d'entraide économique et la Commission du Danube. Depuis la dixième session de la Commission, les relations entretenues avec les organisations mentionnées ci-dessus n'ont donné lieu à aucun débat au cours des différentes sessions. La Commission continue à fournir des renseignements au Conseil sur ces relations dans ses rapports annuels.

41. Le mandat de la CEPAL comprend le paragraphe suivant :

"La Commission collaborera avec les organes compétents du système interaméricain et prendra les mesures nécessaires pour coordonner son activité avec celles de ces organes; en cas de besoin, elle agira de même à l'égard de la Commission des Caraïbes afin d'éviter tout double emploi dans l'activité de ces organismes et la sienne propre; à cette fin, la Commission aura le droit d'établir et s'efforcera de réaliser des accords de travail avec les organes intéressés du système interaméricain, en vue de l'étude, poursuivie en commun ou séparément, des problèmes économiques de sa compétence ou en vue de leur solution, ainsi que de l'échange aussi complet que possible de renseignements.

^{26/} E/2706, par. 278-280.

nécessaires pour la coordination de leurs efforts dans le domaine économique. La Commission invitera l'Union panaméricaine à désigner un représentant pour assister aux séances de la Commission à titre consultatif."

Conformément à ces dispositions, le paragraphe 6 du règlement intérieur de la CEPAL prévoit que des représentants du Conseil économique et social interaméricain (CESIA) seront invités à assister aux réunions de la CEPAL. Les articles 7, 8 et 9 contiennent des dispositions concernant l'ordre du jour provisoire des sessions de la CEPAL et le droit de la CESIA de proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire. D'autre part, la Charte de l'Organisation des Etats américains et les règlements de la CESIA contiennent des dispositions détaillées relatives à la coopération avec les organisations internationales. Ces dispositions s'appliquent aux relations avec la CEPAL. Conformément à ces dispositions, les représentants de la CEPAL assistent aux réunions de la CESIA et vice versa, à titre consultatif.

42. La Commission a examiné à toutes ses sessions les questions de coordination et de coopération avec la CESIA, et un certain nombre de résolutions ont été adoptées à cet égard ^{27/}. A sa quatrième session, en juin 1951, la Commission a adopté la résolution 31 (IV) qui jetait les bases de la coordination au niveau gouvernemental et invitait la CESIA à constituer un Comité mixte de coordination au niveau des secrétariats. Ce Comité, composé des secrétaires exécutifs et des fonctionnaires des deux institutions a été créé et a tenu sa première réunion en janvier 1952. Il a été convenu que les secrétaires exécutifs ou leurs représentants se réuniraient périodiquement pour reviser les dispositions relatives à la coopération et aux programmes des travaux de la CEPAL et de la CESIA. Le Comité s'est réuni régulièrement.

43. Un accord plus restreint touchant la coopération a été mis au point avec la Commission des Caraïbes. Cet accord prévoit des échanges de documentation et la

27/ Voir les résolutions suivantes dans les rapports de la CEPAL au Conseil : résolution du 25 juin 1948 (première session) dans le document E/640/Rev.1; résolution (10) du 13 juin 1949 (deuxième session) dans le document E/1330/Rev.1; résolution (m) du 20 juin 1950 (troisième session) dans le document E/1717; et les résolutions 31 (IV) dans le document E/2021; 37 (AC.16) dans le document E/2185; 70 (V) dans le document E/2405; 74 (AC.24) dans le document E/2536; 78 (AC.26) dans le document E/2756; 106 et 107 (VI) dans le document E/2796/Rev.1; 112 (AC.34) dans le document E/2883/Rev.1 et 117 (VII) dans le document E/2998.

représentation éventuelle de chacune des deux Commissions aux séances de l'autre.

VI. Siège ou centre de travail

44. Lorsque le Conseil économique et social a examiné pour la première fois la question du siège de la Commission économique pour l'Europe et de celui de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, ses membres ont généralement estimé que les commissions économiques régionales devraient avoir leur siège au bureau régional des Nations Unies, là où il en existait un. C'est ainsi que, dans le cas de la CEE, la résolution créant cette Commission stipulait qu'elle "aurait son siège au siège du bureau européen des Nations Unies", c'est-à-dire au Palais des Nations à Genève.

45. Les Nations Unies n'ont pas de bureau régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Lorsque le Conseil a créé la CEAE0 en mars 1947, la seule disposition adoptée à ce sujet, au paragraphe 11 du mandat de la Commission, était la suivante :

"11. Le siège de la Commission sera établi au siège permanent des Nations Unies en Extrême-Orient. En attendant, les bureaux temporaires de la Commission seront établis à Changhaï sous réserve des changements que le Conseil économique et social pourrait décider au cours de sa première session de 1948". (Résolution 37 (IV) du Conseil économique et social).

Dans ce paragraphe, le Conseil ne prenait aucune décision ferme, même au sujet du siège temporaire. Il désirait auparavant prendre connaissance de l'opinion des membres de la Commission, et en particulier de ceux qui représentaient des pays d'Asie et d'Extrême-Orient. C'est pourquoi, dans la résolution précitée, il priait la Commission "de lui présenter ses recommandations pour le choix du siège temporaire de la Commission".

46. A sa deuxième session, la Commission a examiné diverses propositions dont elle était saisie au sujet de son siège, mais a décidé, "de renvoyer à la troisième session toute recommandation au Conseil économique et social relative à l'emplacement du siège temporaire de la Commission". A sa troisième session, après avoir étudié les invitations des Gouvernements de l'Inde, de la Malaisie, des Philippines et de la Chine, qui s'offraient à la recevoir, la Commission a adopté la résolution E/CN.11/120 du 11 juin 1948 dans laquelle elle décidait "de recommander au Conseil économique et social de maintenir à Changhaï le siège temporaire de la Commission jusqu'au moment où aura été fixé le siège de l'Office des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême Orient." A sa septième session, le Conseil, dans sa

/...

résolution 144 (VII) du 2 août 1948, a approuvé la recommandation faite par la Commission.

47. A la quatrième session de la Commission, qui, en raison des événements de Chine, s'est tenue en Australie en novembre-décembre 1948, le Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques, a déclaré que le Secrétaire général avait décidé "de ne pas déplacer, pour le moment, les bureaux de l'Organisation des Nations Unies en Asie et en Extrême-Orient, mais qu'il userait de ses pouvoirs administratifs pour prendre les meilleures dispositions possibles en vue d'assurer le succès des travaux du secrétariat de la Commission". Après la session, devant l'évolution de la situation en Chine, le secrétariat de la CEAE0 s'est transféré temporairement, d'abord à Singapour pour deux semaines environ, et, après avoir consulté le Gouvernement thaïlandais, à Bangkok. Lors de sa réunion en comité, à Singapour, en avril 1949, la Commission a rendu compte de ce transfert dans son rapport annuel au Conseil (E/1329), qui en a pris acte à sa neuvième session en juillet 1949. Sur la recommandation faite par la Commission à sa septième session, le Conseil, dans sa résolution 414 C.I (XIII), adoptée à sa treizième session en 1951, a modifié le paragraphe du mandat de la CEAE0 relatif à son siège, pour le libeller comme suit :

"19. Le siège de la Commission sera établi au siège permanent des Nations Unies en Extrême-Orient. En attendant que le siège permanent des bureaux de l'Organisation en Asie et en Extrême-Orient ait été fixé, le centre de travail de la Commission sera maintenu à Bangkok".

48. A ses huitième et neuvième sessions, la Commission avait à examiner l'invitation que lui adressaient un certain nombre de gouvernements d'établir son siège dans leur pays. A sa neuvième session, elle a fait sienne, dans sa résolution 9 (IX), l'opinion exprimée par le secrétaire général adjoint selon laquelle "le Secrétaire général devrait être invité à étudier la situation en ce qui concerne les différents emplacements offerts, y compris Bangkok, afin de déterminer où il vaudrait le mieux installer le centre de travail du secrétariat, compte tenu des frais de fonctionnement et de tous les autres facteurs pertinents. Une fois cette étude effectuée, le Secrétaire général, après consultation avec le Président de la Commission, pourrait faire usage des pouvoirs administratifs dont il dispose et prendre les mesures qui s'imposent pour assurer au secrétariat les conditions de travail les meilleures, sans perdre de vue le facteur financier." A sa quinzième

/...

session, le Conseil a adopté la résolution 464 B (XV) du 24 avril 1953, dans laquelle il :

"1. Prend acte de la recommandation de la Commission relative au futur emplacement de son centre de travail;

2. Prie le Secrétaire général d'agir dans le sens indiqué dans l'exposé du secrétaire général adjoint qui figure au paragraphe 18⁴ du rapport de la Commission."

Le Secrétaire général a envoyé deux fonctionnaires supérieurs du Secrétariat dans les pays de la région de la CEAO qui s'étaient offerts à recevoir la Commission. Au vu de leurs recommandations, le Secrétaire général a décidé que le centre de travail de la Commission resterait Bangkok. Il n'a donc pas été nécessaire de modifier le paragraphe 19 du mandat de la CEAO, relatif à son siège, tel qu'il est cité à la fin du paragraphe 47 ci-dessus.

49. En ce qui concerne la Commission économique pour l'Amérique latine, le Conseil, dans sa résolution 106 (VI) créant cette Commission, a précisé dans le paragraphe 15 de son mandat que "la Commission aurait son siège à Santiago du Chili".

50. Il convient d'ajouter quelques mots au sujet des bureaux régionaux des commission économiques régionales. Le mandat de la CEE décide de mettre fin à l'activité du Comité économique extraordinaire pour l'Europe et dispose que cette tâche essentielle serait reprise intégralement par la CEE. Au moment où l'EECE a terminé sa mission, le 30 août 1947, il possédait un bureau à Minden (zone d'occupation britannique en Allemagne) chargé des liaisons avec les organismes économiques de la zone d'occupation anglo-américaine. Ce bureau a été repris par la CEE le 30 août, et, conformément à des dispositions antérieurement arrêtées par l'EECE, transféré à Francfort dans les derniers mois de 1947. A sa troisième session, la CEE a chargé son secrétaire exécutif de reprendre ses consultations avec le Conseil de contrôle allié en vue d'établir à Berlin un bureau de liaison de la CEE et de fermer le bureau de Francfort. Ce dernier bureau a été fermé le 31 mars 1952 à la suite de la décision, prise par l'Assemblée générale à sa sixième session, de ne plus lui affecter de crédits. Le bureau de Berlin de la CEE n'a jamais été ouvert. La CEAO n'a pas de bureaux régionaux. A sa quatrième session, en juin 1951, la CEPAL a adopté la résolution 30 (IV) créant un bureau à Mexico, qui a pour rôle d'étudier les problèmes économiques des pays d'Amérique centrale, ainsi que ceux

/...

d'Haïti, du Mexique et de la République Dominicaine, et de servir de secrétariat au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, organe subsidiaire de la Commission. Pour les besoins des travaux de la CEPAL, un petit nombre de ses fonctionnaires ont été détachés à Washington en septembre 1950, pour y établir un bureau à effectif réduit. A partir du 1er janvier 1958, quelques fonctionnaires de la CEPAL ont été détachés à Rio de Janeiro pour y établir un bureau, en collaboration avec l'AAT et le Gouvernement brésilien (Banco Nacional do Desenvolvimento Economico). Outre que divers projets de la CEPAL imposent l'exécution de certaines tâches au Brésil, le bureau sera notamment chargé de mettre en oeuvre le programme de formation d'économistes entrepris sous les auspices de la CEPAL et de l'AAT. Les affectations de crédit relatives aux bureaux de Mexico, Washington et Rio de Janeiro figurent aux budgets de la CEPAL approuvés par l'Assemblée générale.

/...

ANNEXE

TEXTE DES MANDATS DES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

Note : Les mandats sont présentés sous un certain nombre de grandes rubriques, les dispositions analogues étant placées côte à côte pour faciliter la comparaison. Chaque fois qu'il y avait des différences elles ont été soulignées. Le numéro qui précède chaque disposition est celui de ladite disposition dans le mandat de la Commission régionale dont il s'agit.

Commission économique pour l'Europe (CEE) (E/2989)	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAO) (E/2959)	Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (E/2998)
--	---	---

FONCTIONS DES COMMISSIONS

1. La Commission économique pour l'Europe, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment de ce pays :

1. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment de ce pays :

1. La Commission économique pour l'Amérique latine, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour la reconstruction économique de l'Europe, de relever le niveau de l'activité économique européenne, ainsi que de renforcer les relations économiques des pays d'Europe, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;	a) Prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue de la reconstruction et du développement économiques de l'Asie et de l'Extrême-Orient, relever le niveau de l'activité économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient et maintenir les relations économiques des pays d'Europe, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;	a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour résoudre les problèmes économiques urgents nés de la guerre, relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;
---	--	--

CEE

CEAEO

CEPAL

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes économiques et techniques des pays membres de la Commission et sur l'évolution économique et technique dans ces pays, ainsi que dans l'ensemble de l'Europe, dans la mesure où elle le jugera utile;

c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technique et statistique, dans la mesure où la Commission jugera utile de le faire.

(pas de disposition analogue)

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes économiques et techniques ainsi que sur l'évolution de la situation dans les territoires d'Asie et d'Extrême-Orient, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire;

c)

(comme le paragraphe 1 c), CEE)

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes ou études sur les problèmes économiques et techniques et sur l'évolution économique et technique dans les pays d'Amérique latine, dans la mesure où la Commission le jugera utile;

c)

(comme le paragraphe 1 c), CEE)

d) Fournir, dans la limite des moyens dont dispose le secrétariat, les services consultatifs que les pays de la région pourraient désirer, à la condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent les institutions spécialisées ou l'Administration de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies;

(pas de disposition analogue)

d) Apporter une attention toute particulière, dans le cours de ses activités, aux problèmes du développement économique, et aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées, qui serviront de base à une action de caractère pratique visant à favoriser le développement économique de cette région;

e) Aider le Conseil économique et social, sur sa demande, à s'acquitter de ses fonctions dans la région, en ce qui concerne tous les problèmes économiques, y compris les problèmes touchant à l'assistance technique;

e) Aider le Conseil économique et social et son Comité de l'assistance technique à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, en les aidant notamment à évaluer les projets entrepris au titre de l'assistance technique dans la région de l'Amérique latine.

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

2. La Commission étudiera par priorité, au cours des phases initiales de ses travaux, les mesures propres à faciliter la reconstruction économique des pays dévastés de l'Europe qui sont Membres des Nations Unies.

CEE

CEAEO

CEPAL

2. La Commission orientera son activité tout particulièrement vers l'étude des problèmes qui se posent en Amérique latine en raison du déséquilibre de l'économie mondiale et vers la recherche de solutions à ces problèmes, ainsi que vers tous autres problèmes intéressant l'économie mondiale, afin de réaliser la collaboration des pays d'Amérique latine à l'effort commun ayant pour but le relèvement et la stabilité économiques à l'échelle mondiale.

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

3. Dès qu'elle sera constituée, la Commission consultera les gouvernements membres du Comité économique extraordinaire pour l'Europe, l'Organisation européenne du charbon et l'Office central des transports intéressés européens, en vue de mettre fin à bref délai à l'activité de la première organisation et d'absorber ou de liquider l'activité de la seconde organisation et de la troisième, tout en évitant une solution de continuité dans l'accomplissement des tâches essentielles de ces trois organisations.

RECOMMANDATIONS DES COMMISSIONS

4. La Commission a le pouvoir d'adresser directement des recommandations sur toute question qui relève de sa compétence aux gouvernements qui sont membres de la Commission, aux gouvernements admis à titre consultatif en vertu du paragraphe 8 ci-dessus, et aux institutions spécialisées intéressées. La Commission devra présenter au Conseil, pour examen d'urgence, toutes propositions relatives à des activités qui auraient des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

8. La Commission est autorisée à faire, sur toute question de sa compétence, des recommandations directes aux gouvernements des Etats membres ou membres associés intéressés, aux gouvernements des Etats admis à titre consultatif et aux institutions spécialisées intéressées. La Commission soumettra à l'examen préalable du Conseil toute proposition relative à une action qui pourrait avoir des effets importants sur l'économie de l'ensemble du monde.

(comme le paragraphe 8, CEAEO)

5. La Commission, après discussion avec toute institution spécialisée dont l'activité s'exerce dans le même domaine général, et avec l'approbation du Conseil, pourra créer les organismes subsidiaires qu'elle jugera nécessaires pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

13. (comme le paragraphe 5, CEE)

10. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée, et avec l'approbation du Conseil, constituer tous organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

ORGANES SUBSIDIAIRES

CEE

CEAO

CEPAL

COMPETENCE TERRITORIALE ET COMPOSITION

2. Les territoires de l'Asie et de l'Extrême-Orient mentionnés au paragraphe 1 comprendront : l'Afghanistan, la Birmanie, le Bornéo du Nord, le Brunéi, le Cambodge, Ceylan, la Chine, la Corée, la Fédération malaise, Hong-kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Laos, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sarawak, Singapour, la Thaïlande et le Viet-Nam.

(voir paragraphe 1 b)
ci-dessus)

7. Les membres de la Commission sont les membres européens des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique 1/

3. La Commission sera composée des pays suivants : Afghanistan, Australie, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine, Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, 2/ Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques et Viet-Nam, étant entendu que tout Etat situé dans cette zone qui deviendrait par la suite Membre de l'Organisation des Nations Unies deviendrait, de ce fait, membre de la Commission.

3. a) Pourront faire partie de la Commission : les Etats de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et de la région des Antilles, Membres de l'Organisation des Nations Unies et, en outre, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

1/ En vertu de la résolution 594 (XX), la République fédérale d'Allemagne est devenue membre de la Commission le 21 février 1956.

2/ Modification apportée après la publication du document E/2959, à la suite de l'admission de la Fédération de Malaisie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

(pas de disposition analogue, mais voir le paragraphe 8 ci-dessous en ce qui concerne le statut consultatif.)

5. Tout territoire, partie ou groupe de territoires, qui se trouve dans le domaine géographique de la Commission, tel qu'il a été défini au paragraphe 2, pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ces territoires, partie ou groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, partie ou groupe de territoires vient à assumer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra présenter lui-même à la Commission sa demande d'admission en qualité de membre associé.

3. a) Tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou groupe de tels territoires, pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, l'une de ces parties ou l'un de ces groupes de territoires vient à assurer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre associé de la Commission sur présentation directe de sa propre demande.

6. Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en commission, soit en comité.

(sans objet)

3. b)

(comme le paragraphe 6, CEAEO)

CEE

CEAEO

CEPAL

(sans objet)

7. Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer et auront le droit de voter et de faire partie du bureau de ces organismes.

(sans objet)

4. Les membres associés comprendront Hong-kong, Singapour 3/ et le Bornéo britannique (c'est-à-dire le Bornéo du Nord, le Brunéi, le Sarawak et Singapour).

(pas de disposition analogue)

8. La Commission pourra admettre à titre consultatif des nations européennes non membres des Nations Unies et déterminera les conditions dans lesquelles elles pourront participer à ses travaux; elle se prononcera notamment sur la question du droit de vote au sein des organes subsidiaires de la Commission.

(pas de disposition exactement comparable, mais voir le paragraphe 5 ci-dessus en ce qui concerne les membres associés)

9. La Commission invitera des représentants du Territoire libre de Trieste (une fois qu'il sera établi) à participer à titre consultatif à l'examen qu'elle consacrera à toute question présentant un intérêt particulier pour le Territoire libre.

(pas de disposition exactement comparable, mais voir le paragraphe 3 a) ci-dessus en ce qui concerne les membres associés)

(sans objet)

(sans objet)

3/ Voir note 2 ci-dessus.

PARTICIPATION D'AUTRES MEMBRES DES NATIONS UNIES

11. La Commission invitera tout Membre des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen qu'elle pourra consacrer à toute question présentant un intérêt particulier pour ce pays non membre.
- (comme le paragraphe 11, CEE)
6. La Commission invitera tout Membre des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen qu'elle pourra consacrer à toute question présentant un intérêt particulier pour ce pays non membre, se conformant pour cela aux usages du Conseil économique et social.

CONSULTATIONS AVEC LES AUTORITES DE CONTROLE

10. La Commission pourra consulter les représentants des diverses Autorités alliées de contrôle des territoires occupés, ou être consultée par celles-ci, en vue d'échanger des renseignements et des avis sur les questions qui intéressent l'économie de ces territoires considérés dans ses rapports avec le reste de l'économie européenne.
- (Pas de disposition analogue, mais les consultations avec l'Autorité de contrôle au Japon étaient prévues à l'origine)
- (sans objet)

CEE

CEAEO

CEPAL

RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET
NON GOUVERNEMENTALES

12. La Commission invitera des 10.

représentants d'institutions spécialisées et pourra inviter les représentants de toute organisation intergouvernementale à participer, à titre consultatif, aux discussions qu'elle consacrera à toute question présentant un intérêt particulier pour ces institutions ou organisations, suivant la pratique du Conseil économique et social.

(comme le paragraphe 12, CEE)

7. a) La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

13. La Commission prendra toutes 11.

mesures utiles pour instaurer un régime de consultations avec les organisations non gouvernementales qui ont été dotées du statut consultatif par le Conseil économique et social, conformément aux principes approuvés par le Conseil à cet effet et qui sont énoncés dans les parties I et II de la résolution 288(X) du Conseil.

(comme le paragraphe 13, CEE)

7. b) La Commission prendra des dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a admises au statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

12.

14. La Commission prendra des mesures pour assurer que la liaison nécessaire est maintenue avec les autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées.

(comme le paragraphe 14, CEE)

(pas de disposition analogue)

(pas de disposition analogue)

8. La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec les autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi.

9. La Commission collaborera avec les organes compétents du système interaméricain et prendra les mesures nécessaires pour coordonner son activité avec celles de ces organes; en cas de besoin, elle agira de même à l'égard de la Commission des Caraïbes afin d'éviter tout double emploi dans l'activité de ces organismes et la sienne propre; à cette fin, la Commission aura le droit d'établir et s'efforcera de réaliser des accords de travail avec les organes intéressés du système interaméricain, en vue de l'étude, poursuite en commun ou séparément, des problèmes économiques de sa compétence ou en vue de leur solution, ainsi que de l'échange aussi complet que possible des renseignements nécessaires pour la coordination de leurs efforts dans le domaine économique. La Commission invitera l'Union panaméricaine à désigner un représentant pour assister aux séances de la Commission à titre consultatif.

CEE

CEAO

CEPAL

REGLEMENT INTERIEUR

- | | | |
|--|--|--|
| <p>15. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son Président.</p> | <p>14.
(comme le paragraphe 15, CEE)</p> | <p>11.
(comme le paragraphe 15, CEE)</p> |
| <p>RAPPORTS AU CONSEIL</p> | | |
| <p>6. La Commission présentera une fois par an au Conseil un rapport complet sur son activité et ses projets, y compris l'activité et les projets de tous organismes subsidiaires, et présentera des rapports intérimaires à chaque session ordinaire du Conseil*.</p> | <p>15. La Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur ses activités et ses projets, y compris ceux de tout organe subsidiaire.</p> | <p>12. La Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.</p> |

BUDGET

- | | | |
|---|--|--|
| <p>16. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.</p> | <p>16.
(comme le paragraphe 16, CEE)</p> | <p>13.
(comme le paragraphe 16, CEE)</p> |
|---|--|--|

PERSONNEL

- | | | |
|--|--|--|
| <p>17. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le personnel de la Commission: ce personnel fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.</p> | <p>17.
(comme le paragraphe 17, CEE)</p> | <p>14.
(comme le paragraphe 17, CEE)</p> |
|--|--|--|

* Le Conseil, par sa résolution 232(IX), a décidé que "pour le moment, il ne demandera pas à la Commission de présenter à chaque session du Conseil un rapport intérimaire ..."

18. La Commission aura son siège au siège de l'Office européen des Nations Unies.

SIÈGE OU CENTRE DE TRAVAIL

18. Le siège de la Commission sera établi au siège permanent de l'Organisation des Nations Unies en Asie et en Extrême-Orient. En attendant que le siège permanent des bureaux de l'Organisation en Asie et en Extrême-Orient ait été fixé, le centre de travail de la Commission sera maintenu à Bangkok.

15. La Commission aura son siège à Santiago de Chili.

SESSIONS

19. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera la première session de la Commission aussitôt que possible après sa création par le Conseil économique et social.

(pas de disposition analogue mais le mandat initial contenait un paragraphe sur la convocation de la première session de la Commission)

15. La première session de la Commission se tiendra en cette ville dans le premier semestre de l'année 1948. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session prochaine, en prenant pour règle que tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à cet effet à tour de rôle.

EXAMEN SPECIAL DES TRAVAUX DE LA COMMISSION PAR LE CONSEIL

20. Le Conseil procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

19.

16.

(comme le paragraphe 20, CEE)